



HAL
open science

La globalisation et la pensée libérales en crises

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La globalisation et la pensée libérales en crises. Cahiers de l'Espace Europe, 2021.
hal-04635832

HAL Id: hal-04635832

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04635832v1>

Submitted on 4 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La globalisation et la pensée libérales en crises

Jacques Fontanel

Cahiers de l'Espace Europe n°25, 2021

La globalisation économique n'a pas réduit les tensions économiques, politiques et militaires de ce début du XXI^e siècle. Les principaux arguments favorables à la globalisation se heurtent aux politiques économiques et politiques des grandes puissances, aux sanctions économiques, à la perpétuation des guerres (avec l'invasion de la Crimée par la Russie). La puissance économique est une arme de puissance politique. Et la sécurité internationale est constamment remise en cause, soit par les rapports de force économiques en situation de pandémie mondiale, soit par les conflits larvés qui touchent les pays en développement, mais aussi l'Europe. Le triomphe de l'injustice se perpétue et les paradis fiscaux protègent les richesses des particuliers au détriment des services publics. Enfin, la science économique libérale se dévoile comme la face cachée d'une économie politique privatisée.

Economic globalization has not reduced the economic, political and military tensions of the early 21st century. The main arguments in favor of globalization clash with the economic and political policies of the great powers, economic sanctions and the perpetuation of wars (with Russia's invasion of Crimea). Economic power is a weapon of political power. International security is constantly being called into question, whether by the economic balance of power in a global pandemic situation, or by the latent conflicts affecting developing countries, but also Europe. The triumph of injustice is perpetuated, and tax havens protect private wealth to the detriment of public services. Finally, liberal economics reveals itself as the hidden face of a privatized political economy.

Mots clés : Globalisation, science économique, théorie économique, injustice, guerre, guerre économique, puissance des États.

Globalization, economics, economic theory, injustice, war, economic warfare, state power

Pour les économistes modernes la guerre militaire est la conséquence d'un choc externe aléatoire que les variables économiques utilisées ne peuvent prévoir. L'hypothèse de base est de considérer que l'économie de marché et le capitalisme conduisent normalement à la paix. Or, la permanence des guerres interroge et met en évidence l'impuissance de l'économie de marché à maintenir la paix internationale¹. Aujourd'hui, quelques économistes hétérodoxes s'interrogent sur les raisons économiques de l'émergence des guerres, avec le développement des inégalités patrimoniales et des revenus, la gestion aléatoire des facteurs climatologiques et environnementaux dans le dessein de favoriser des intérêts économiques et financiers de court terme, l'épuisement généralisée des terres arables ou minières ou le potentiel de dominations, créatrices d'inégalités injustifiées, qu'il offre aux économies les plus puissantes avec l'application des guerres économiques.

Une science économique libérale, face cachée d'une économie politique privatisée

La science économique n'appelle aucune morale ou éthique. Elle se veut science et elle affirme que le bon fonctionnement de l'intérêt individuel constitue la meilleure solution économique et sociale pour l'ensemble des agents économiques. Toute mesure tendant à modifier le jeu implacable et juste du marché conduit à des effets pervers, comme le chômage, l'endettement public ou les transferts de capitaux, qui grèveront les futurs horizons du bien-être collectif.

L'économie n'est pas une science, même si elle utilise des méthodes scientifiques. Elle s'inscrit d'abord dans l'ordre politique du monde. Aujourd'hui, la globalisation économique organisée autour de la compétition des firmes sur les marchés internationaux est caractérisée par le poids de la finance internationale, les difficultés des Etats à satisfaire la production de biens et services publics sans endettement, la place excessive accordée à la croissance du PIB dans les économies nationales, l'influence négative des émissions de gaz à effets de serre qui sont au cœur du développement économique d'aujourd'hui, l'exploitation excessive de la Terre, et une justice sociale pour le moins défailante.

Dans ce contexte, la théorie selon laquelle la globalisation économique constituerait un progrès social majeur est évidemment discutable. Elle n'est pas prouvée, ni d'ailleurs prouvable, car la rationalité des hommes change en

¹ Brunat, E., Fontanel, J. (2021) La science économique comme idéologie. La science de gestion comme viatique de l'actionnaire, *Marché et Organisations*, 59-77. Aglietta, M. (sous la direction) (2019), *Capitalisme : le temps des ruptures*, Odile Jacob, Paris. Galbraith, J. (2014), *La grande Crise*, Le Seuil, Paris

fonction des informations disponibles, de la qualité intrinsèque de celles-ci, de leur signification profonde, mais aussi de l'horizon-temps dans lequel s'inscrit l'ensemble des décisions. Si l'humanité perçoit le changement climatique comme un phénomène de très long terme qui permet, à court terme, d'en négliger les causes et donc les conséquences, les actions entreprises seront rationnellement très différentes de celles qui se préoccupent dès aujourd'hui de leurs conséquences pour le futur immédiat en affaiblissant ou en supprimant les causes en faveur des générations à venir. Comme la plupart des chiffrages des variables économiques n'intègrent pas les pollutions ou le changement climatique, les analyses économiques et économétriques négligent alors la prise en compte des effets négatifs des actions économiques collectives pour la santé des générations à venir. Dans l'analyse économique dominante, il y a l'idée qu'à terme l'ensemble des facteurs économiques s'inscrivent dans l'équilibre général, même si les niveaux de bien-être différents qui peuvent en résulter resteront optimaux, en fonction de circonstances aléatoires. Cette perception pourrait être reliée à une forme de nihilisme, constatant qu'il ne peut y avoir de hiérarchies dans les valeurs et en remettant en cause les relations de cause à effets ou les normes morales établies. La fin du monde est personnelle, il n'y a pas de raison de se préoccuper de notre après vie. Selon Nietzsche, le nihilisme conteste à la fois la morale, la vérité et proclame l'absurdité de la vie. Le nihilisme actif permet à l'homme fort de se reconstruire en fonction de règles qu'il institue pour lui-même et cherche à imposer aux autres. Le nihilisme passif met en évidence l'absurdité de la vie et il incite alors les individus à se donner aucune règle autre que celles qui correspondent à son intérêt immédiat.

Les économistes hétérodoxes s'interrogent sur cette conception sommaire de l'homme. Concrètement, les hypothèses constituent des entorses plus ou moins graves par rapport à la réalité, comme l'existence de monopoles ou d'oligopoles concurrentiels, les interventions politiques, stratégiques et régaliennes nécessaires des Etats, les crises économiques, les inégalités croissantes, l'ensemble des problèmes de pollution collective, notamment le réchauffement climatique, et l'exploitation excessive de la Terre. Les intérêts économiques particuliers peuvent aisément faire valoir un hypothétique intérêt collectif répondant in fine à des intérêts particuliers. La théorie du ruissellement répond à cette stratégie, c'est parce qu'il y a des personnes très riches que les pauvres sortiront de leur misère. C'est partiellement vrai lorsque les propriétaires de capitaux importants s'inscrivent dans des entités financières nationales fermées, ce qui n'est évidemment pas le cas, dans un univers où le partage de la valeur ajoutée est toujours aussi inégale, compte tenu à la fois du lien étroit entre les Etats et les oligarques et de la concurrence des Etats pour domicilier financièrement les grandes fortunes.

Malgré (ou à cause) de cette libéralisation réclamée par les banques et les firmes multinationales, les crises économiques et financières ont continué à se succéder sous des formes différentes depuis 1991 : la bulle financière, la crise de la balance des paiements, la panique financière, la banqueroute ou l'aléa moral. Les prises de risque et la spéculation tendent à devenir les activités principales des banques dans le secteur proprement financier. Après un appel fort en 2008 en faveur d'une réforme du système financier, notamment auprès de la BRI (Banque des Règlements Internationaux) ou de

l'Union européenne (MSU, Mécanisme de surveillance unique, et MRU, Mécanisme de résolution unique). Cependant, la séparation entre les banques commerciales et les banques d'investissement n'est pas toujours effective, sous la pression du monde bancaire, dont plusieurs membres ont été accusées d'opérations frauduleuses, notamment aux Etats-Unis. L'innovation financière devient un moyen efficace de spéculation. Elle a facilité l'évasion fiscale et incité les gouvernants à réduire les impôts et les investissements publics. La question se pose de savoir si les banques financent encore l'économie, tout en bénéficiant toujours du soutien des banques centrales. Des systèmes nouveaux viennent la concurrence dans le domaine financier, notamment les crypto-monnaies (bitcoin), les fonds de pension et les banques islamiques. Le développement de l'économie digitale permet de nombreuses actions malveillantes sont nombreuses comme le sabotage des programmes, l'espionnage, le phishing (hameçonnage), le vol de données, l'usurpation d'identité, la perte de confiance dans un service public ou privé et les fameux rançongiciels. Les cryptomonnaies sont les bienvenues pour opérer dans ce milieu criminel. Ils sont aussi bien accueillis par les délinquants financiers chercheurs d'évasion fiscale. Le monde de la finance n'a pas de morale, elle admet toutes les actions qui participent, par la spéculation, la dissimulation et la tricherie d'éviter de participer activement au partage officiellement acceptable de la valeur ajoutée.

Le retour des conflits entre grandes puissances et la « crise » de la globalisation économique

Les causes économiques de l'annexion de la Crimée engagée par Vladimir Poutine ne sont certes pas dominantes comme cause de l'action, mais elles participent à la volonté de puissance d'un Etat qui se sent fragilisé militairement (avec l'avancée de l'OTAN), économiquement (ses ressources proviennent principalement des matières premières et de ses productions énergétiques) et politiquement (désormais spectateur des rapports de forces dominants des USA et de la Chine à laquelle il a abandonné son rôle de premier challenger sociétal). Cependant, la Russie est aussi dépendante économiquement et même si le peuple russe a appris la résignation et l'instinct de survie, à terme, la dépendance fragilise le pouvoir en place, au moins dans le moyen terme. La période pendant laquelle la Russie s'est engagée dans la double transition, systémique d'abord, militaire ensuite², a été particulièrement difficile pour le peuple russe, lequel ne souhaite plus s'opposer aux contraintes d'un pouvoir public autocratique aux réactions violentes face aux oppositions.

Pour Vladimir Poutine, la Crimée (mais aussi d'autres territoires de l'ancienne Union soviétique) fait partie historiquement de la grande Russie. L'action militaro-politique devait être rapidement conduite pour protéger le port de Sébastopol et s'opposer à la domination des Etats-Unis et de son

² Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995) The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics* 6(3)

satellite l'Union européenne³. Les opérations militaires de faible importance ont mis en évidence l'opportunité de la stratégie de Moscou, la volonté de la Russie de remplir coûte que coûte ses objectifs malgré les réactions des pays occidentaux avec l'application de sanctions économiques, sociales et politiques décidées à son encontre. Le conflit touche les intérêts de l'ensemble des pays du monde. A plus long terme, la globalisation économique s'avère favorable à la Chine et le système monétaire et financier dominé par les Etats-Unis pourraient être aussi sérieusement remis en cause.

La globalisation économique est un facteur puissant d'inégalités verticales et nationales, mais aussi d'arasement des inégalités horizontales internationales. A l'augmentation des inégalités de revenus se conjuguent les inégalités croissantes des patrimoines. Or, l'économie de marché ne fonctionne pas sans le soutien de l'Etat, lequel, indirectement au moins, en établissant les lois favorise ou soutient cette situation. Aujourd'hui, le processus de la globalisation a modifié les rapports de force. Les « possédants » disposent des moyens de communication pour valoriser leurs actions, ils justifient leurs richesses par un système de valeur discutable et ils continuent à justifier leurs richesses à des niveaux d'inégalités irrationnelles. La théorie du ruissellement⁴ n'est qu'un leurre qu'un discours qui justifie la situation actuelle par une situation meilleure pour tout le monde demain. Les organisations interétatiques sont aux ordres du libéralisme. Les entreprises restent accrochées à l'idée du maximum de profit, en appliquant des règles de management discutables. Les indicateurs (IDH, Indice de développement humain ou IBN, Indice de bien-être) et les expressions qualitatives de la pauvreté sont discutables et témoignent surtout de la pérennité de celle-ci. L'exemple de la pauvreté aux Etats-Unis est significatif des relations de pouvoir (sexe, territoires, genre, etc.).

La crise de la globalisation et l'essor de la pandémie du Covid-19 ont mis en évidence les nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité nationale de tous les pays. Les Etats ont subi une contestation croissante de leur rôle, notamment dans l'ordre économique. Les firmes multinationales mettent les Etats en concurrence pour l'implantation de leurs activités, rendant très risquées les politiques keynésiennes de relance de l'activité économique par les dépenses publiques, sauf lorsque celles-ci servent directement leurs propres intérêts. Dans ce contexte, les politiques conduites par les gouvernements des pays développés dans les domaines de l'écologie, du climat ou des pollutions de l'air sont plus fortement inspirées par les décisions d'organisations internationales spécialisées, trop souvent conseillées par les intérêts commerciaux et financiers dominants, que par les alertes scientifiques sur les effets à long terme de ces fameux polluants dont la production est maintenue pour des raisons économiques de court terme. En outre, les Etats sont d'autant moins capables d'engager une politique de long terme dans les pays développés notamment, qu'ils sont gérés par des gouvernants largement

³ Brunat, E., Fontanel, J. (2015), L'économie de la Russie, les grands défis à relever (avec Eric Brunat), Annuaire Français des Relations Internationales, Paris,

⁴ Parienty, A. (2018), *Le mythe de la « théorie du ruissellement »*, La Découverte, Paris

acquis directement ou indirectement aux intérêts économiques et financiers du capitalisme.

La très grande majorité des sources d'information politiques et économiques (télévision, radios, presses écrites, médias sociaux) appartiennent à la classe des ultra-riches ou sont directement connectés aux gouvernements autocratiques⁵. Dans ces conditions, pour justifier leur action positive, ils valorisent des agrégats comme le Produit Intérieur Brut) est souvent un indicateur important dans la comparaison de la puissance comparée des Etats. Cependant, cette interprétation n'est pas toujours pertinente, notamment du fait des difficultés techniques portant sur les comparaisons intertemporelles et internationales des pays concernés, mais aussi d'autres facteurs qui ne sont pas mis en exergue⁶. Il s'agit en outre d'un agrégat de plus en plus contesté quant à son contenu et à son utilisation que les nouveaux modes de production nécessaires à la lutte contre le réchauffement climatique et autres pollutions ne peuvent plus accepter. Il y a des biens et services positifs capables de créer de la valeur ajoutée sans produire des effets négatifs et des biens et services qui ne sont produits que pour réparer les nuisances des systèmes productifs polluants. Dans ce cas, l'estimation de la vraie richesse créée doit tenir compte des dégâts du procès de production. Il ne dit rien à la fois de la répartition de la valeur ajoutée et des dégâts à long terme produits par les pollutions ou les émanations des CO2 qui provoque un réchauffement climatique d'ampleur, d'une grand dans un long terme de plus en plus court.

La sécurité internationale contestée

Les Etats ne sont plus alors en mesure d'assumer l'intégralité des composantes de la sécurité nationale. Les mercantilistes considéraient que la dépendance au commerce extérieur d'un Etat entraînait inéluctablement une réduction inacceptable à la puissance du Prince, et donc de la Nation⁷. Aujourd'hui, tous les pays sont dépendants les uns des autres, alors même que se profile à l'horizon la possibilité du piège de Thucydide du leadership mondial entre les Etats-Unis et la Chine. En outre, la pandémie a mis en évidence l'incapacité des Etats à trouver des solutions rapides à leurs

⁵ Le gouvernement de Donald Trump était composé majoritairement de milliardaires (cf. Fontanel, J., Guilhaudis J-F. (2017), Donald Trump, Président des Etats-Unis, et la sécurité internationale : le grand perturbateur, PSEI, n° 6. <http://revel.unice.fr/psei/index.html>, hal-01939309). Joe Biden est un élu de longue date du Delaware, le principal « paradis fiscal » au monde (Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, pays « filous ». La fuite organisée des impôts vers les pays complices, L'Harmattan, Paris. Emmanuel Macron était un financier travaillant chez Rothschild, ce qui peut expliquer son épargne secrète au Royaume-Uni et sa clémence à l'égard de la pollution des eaux minérales appartenant à Nestlé, un ancien client de ses activités privées gouvernementales. Xi Jing Ping ou Vladimir Poutine sont libres de valoriser les intérêts de ceux qui les servent.

⁶ Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2019), Les effets "pervers" de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales, AFRI, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris. Stiglitz, J, Sen, A., Fitoussi, J-P. (2009), *The measurement of economic performance and social progress revisited*, OFCE, Paris.

⁷ Fontanel, J., Hébert, JP, Samson, I. (2008), The birth of the political economy of the economy in the heart of politics: Mercantilism, *Defence and Peace Economics* 19(5).

dépendances économiques, médicales ou sécuritaires, ce qui crée un sentiment de forte insécurité auprès des citoyens.

L'importance des dépenses militaires nationales est souvent présentée comme l'élément essentiel de la puissance d'un Etat, notamment en temps de guerre. Or, les caractéristiques économiques, mais aussi le contenu des dépenses de défense, les alliances militaires, la force du sentiment national, les armes économiques, la cyber sécurité ou les projets civilisationnels portant sur la démocratie ou les droits de l'homme sont autant de facteurs de puissance dont les effets sont aussi importants mais évolutifs dans le temps⁸. Lorsque les économistes sont confrontés à des problèmes de défense et de sécurité, ils répondent à trois questions fondamentales, à savoir le choix entre les armes et le beurre, le rapport qualité-prix des armes choisies et le niveau optimal de défense compte tenu des moyens du pays. La question classique est : "combien faut-il dépenser pour un type de défense à définir, pour quelle efficacité et selon quelles menaces ?".

La France de de Gaulle a souhaité conserver ses liens avec le Pacte Atlantique, au moment où l'antagonisme entre le système capitaliste et l'économie planifiée du centre de l'URSS était à son paroxysme, tout en se dégageant de l'unité de commandement intégré de l'OTAN. Aujourd'hui, cette politique d'indépendance, jugée longtemps comme une politique de « grandeur » d'un pays⁹ qui ne voulait pas dépendre que des autres Etats pour sa défense a été abandonnée, pour s'inscrire dans une défense occidentale élargie. Depuis l'existence de l'OTAN, tous ses pays membres ont été protégés par cette alliance militaire, avec le risque, à terme d'un abandon du partenariat des Etats-Unis dont la puissance de feu dépasse celle de l'ensemble de ses Alliés. Dans ce contexte, l'Union européenne est dépendante des Etats-Unis et peut être conduite soit à accepter indirectement les stratégies américaines, soit à se voir partiellement abandonnée dans le cadre d'un conflit jugé stricto européen par Washington.

L'intérêt des industries d'armement pour un pays sont de trois ordres, la défense nationale, l'industrie d'armement et la recherche-développement fondamentale. Les grandes firmes sont plutôt nationales, mais les ventes à l'étranger sont de plus en plus développées, en vue de bénéficier d'économies d'échelle. La question de l'intérêt du complexe militaro-industriel pour le développement économique et l'indépendance du Nation est toujours discutée pour les économies de second rang. Aujourd'hui, la production américaine domine largement ce marché, même si d'autres pays peuvent, sur certains matériels spécifiques, lui faire concurrence.

La puissance économique est une arme de puissance politique.

⁸ Fontanel, J. (2019) Différends, conflits et guerres économiques, *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*. PSEI.

⁹ Fontanel, J., Hébert JP. (1997) The end of the "French grandeur policy", *Defence and Peace Economics* 8(1)

Les USA utilisent le droit américain comme une arme économique. Les lois américaines sont certes agressives à l'encontre des pays jugés voyous et de la corruption, mais elles s'appliquent de plus en plus dans l'ensemble du monde économique et financier, grâce aux formes d'extraterritorialité de son droit. Les entreprises et les banques européennes ont dû s'acquitter de lourdes amendes pour continuer à être des acteurs sur le marché américain. De nombreuses lois s'imposent, au moins indirectement, aux entreprises étrangères, notamment « Helms-Burton », « d'Amato-Kennedy », « Foreign Corrupt Practises Act (FCPA) », Bank Secret Act, Racketeer Influenced Organization, Foreign Immunities Act ou l'US Export Enhancement Act ou les principes US Person ou non-US Person. L'effet extraterritorial des sanctions économiques constitue un défi à l'indépendance politique et stratégique des autres pays, notamment lorsque les faits ne sont punis par aucune organisation internationale (FMI, ONU, etc.). Le leadership juridique, politique, stratégique et économique des Etats-Unis sur l'ensemble des Etats et des entreprises dans le monde n'est pas « bienveillant » ou « équitable », il est directif, à la fois juge et partie.

Conçu à l'origine comme un système d'échanges sans frontières, Internet est un enjeu géopolitique et économique considérable dans un monde de conflit potentiel entre les grandes puissances. TikTok est devenue l'arme politique de la génération Z, comme Huawei menaçait le monopole des GAFAM. De divertissante, elle est devenue politique. Elle a été au cœur de nombreuses mobilisations humanitaires. Entre la Chine et les USA, un piège à la Thucydide semble se mettre en place. Donald Trump a voulu se prémunir des dangers potentiels de la Chine pour sa sécurité nationale avec un rideau de fer digital. Il est intéressant de noter que les technologies américaines de l'économie digitale, bien plus puissantes que celles de la Chine, pourraient aussi être condamnées par la plupart des pays au monde, sur les mêmes bases d'effets possibles de domination. Le changement de pouvoir à Washington va sans doute éclairer cette situation en condamnant ou en contrôlant un Tik Tok encore chinois sur le territoire américain.

Le triomphe de l'injustice¹⁰ et les paradis fiscaux

Saez et Zucman présentent des analyses statistiques complexes et parfois même secrètes qu'ils ont réussi à recueillir et à organiser de manière rigoureuse pour les Etats-Unis. Ensuite, ils mettent en évidence l'accroissement des inégalités, du fait de l'évasion et de l'optimisation fiscale. Enfin, ils témoignent du caractère injustifié de ces différences de revenus et de patrimoines qu'ils considèrent constituer une menace grave contre la démocratie. Des propositions, principalement fiscales et de droit international, sont proposées, relativement simples et réparatrices des plus grandes injustices. Les Etats fortement endettés souffrent de cette volonté des grandes firmes multinationales à échapper à l'impôt, avec le risque d'une oligarchie dominante instituant une ploutocratie. Il faut ajouter que le système de crises économiques conduit à l'essor d'une violence de fond qui peut

¹⁰ Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Le Seuil, Paris.

remettre en cause toutes les valeurs collectives qui fondent une Nation et un système économique

Dans un monde d'intérêts nationaux hétérogènes, il est difficile de faire face à l'optimisation et à l'évitement fiscal sans solidarité entre les Etats. L'Union européenne est constituée d'Etats membres aux intérêts souvent divergents et aux comportements peu exemplaires. En 2017, le Luxembourg, la Suisse, les îles Caïmans, la City de Londres, l'Irlande, la Belgique et les Pays-Bas étaient considérés parmi les 15 paradis fiscaux du monde par les ONG, alors que la Commission européenne n'avait retenu aucun membre de l'UE dans les 30 pays qu'elle avait ainsi qualifiés¹¹. Il est pourtant indéniable que la base du développement économique de la Suisse, de l'Irlande ou du Luxembourg a été la conséquence des conditions fiscales très favorables accordées aux entreprises étrangères et à la rétention d'information dans le secteur bancaire. La plupart des firmes multinationales utilisent les paradis fiscaux pour optimiser leurs bénéfices. La guerre fiscale n'a pas encore été déclarée, mais elle menace. Plusieurs actions ont été entreprises durant ces dernières années pour réduire ces disparités d'imposition, le secret bancaire, l'opacité financière. Un impôt européen significatif permettrait de réduire ces injustices et de restaurer la démocratie.

En 1996, Viviane Forrester parlait de l'horreur économique pour expliquer la dureté de la vie économique de nombre de citoyens du monde¹². Elle soulignait le mépris sociétal du travailleur, le diktat économique des privilégiés, mais aussi des « gens qui savent et connaissent » (surtout leurs intérêts), les dégraissages sollicités par les dividendes des actionnaires, la violence de la précarité, la prédation financière, les firmes multinationales libérées pour exploiter le monde naturel et les hommes, les puissances d'argent qui dominent le monde politique, le recul du pouvoir public en facteur du secteur privé et cette forme d'anarchie économique qui rend le système de plus en plus cruel, de moins en moins humain au bénéfice de privilégiés « qui n'ont même pas la politesse d'être heureux ». Aujourd'hui, dans un monde plus mondialisé, la question se pose de savoir si ces effets ont changé et si l'épanouissement des hommes a pu enfin gagner du terrain grâce à l'essor des nouvelles technologies.

En 1994, Robert Eisner¹³ cherchait des remèdes à la crise économique mondiale. Il proposait alors certaines analyses et solutions économiques qui pourraient être utiles au moment où la pandémie du Covid-19 plonge l'économie mondiale dans la récession. Il met en évidence des avantages comparatifs des Etats-Unis du fait de ses réserves pétrolières et naturelles et du rôle du dollar dans les échanges internationaux, qui font de ce pays un débiteur qui draine les investissements qui seraient bien utiles dans les pays en développement.

¹¹ Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays filous*, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J. (2017), *La crise européenne vue par un économiste*, AFRI, *Annuaire Français des Relations Internationales.*, Volume XVIII.

¹² Forrester, V. (1996), *L'horreur économique*, Fayard, Paris.

¹³ Eisner, R. (1994), *The misunderstood Economy. What counts and how to count it?* Harvard Business School Press, Boston

En outre, la mesure du PIB par habitant n'est pas un indicateur du bien-être des citoyens, eu égard à ce concept aujourd'hui trop imprécis pour rendre compte de toutes les activités, notamment non marchandes. Les Etats-Unis n'épargnent pas assez. Un déficit public peut avoir un grand intérêt économique, même s'ils peuvent exercer des tensions inflationnistes et rend politiquement les transferts intergénérationnels peu appréciés, alors qu'ils peuvent être utiles pour toutes les générations. L'analyse de Friedman sur la politique monétariste et de Phelps sur le concept de chômage naturel sont erronées. Il faut que l'Etat dispose d'une stratégie de long terme, notamment en matière d'infrastructures. La crise économique a mis en évidence les insuffisances de la théorie économique dominante. Cette analyse n'empêche pas de poser la question de la nature de l'Etat ? Il est utile de savoir s'il est autocratique, théocratique, oligarchique, ploutocratique ou vraiment démocratique. Car un gouvernement dispose d'une stratégie, notamment par le canal des impôts et des lois, qui favorise des catégories sociales plutôt que d'autres. Il n'y a pas d'Etat neutre, le rêve de tout libéral, à condition qu'il défende ses propres intérêts dans le cadre du pouvoir régalien.

Une économie sans écologie

Face aux effets catastrophiques attendus par le réchauffement climatique, de nombreuses propositions ont été faites pour développer un New Deal vert. Avec l'aide des institutions publiques, le point de bascule du passage à une rentabilité supérieure des énergies non carbonées pourrait être établi pour 2028, mais les Etats ne semblent pas toujours mettre leurs programmes collectifs et application. *A priori*, il s'agit d'allier les nouvelles performances de l'énergie solaire et éolienne à l'application d'un plan conduisant à utiliser l'industrie digitale pour optimiser le potentiel électrique des voitures, des bâtiments, de l'agriculture, des transports et de l'industrie. Un « New Green Deal » a été proposé en février 2019 au Sénat américain. Il s'agirait de produire 100% de l'électricité des Etats-Unis avec des sources renouvelables et propres et d'augmenter l'efficacité énergétique nationale. Il en résultera des « actifs bloqués » des champs pétrolières ou gazeux. Rifkin incite alors les financiers à investir tout de suite dans les énergies propres¹⁴.

Les terres rares sont essentielles au développement des technologies modernes. Elles présentent des qualités naturelles exceptionnelles pour fabriquer une électricité propre et pour produire les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ces productions nécessitent l'utilisation de métaux rares qui présentent trois inconvénients : d'abord, ils sont disponibles ou répertoriés en quantité limitée au regard de la demande potentielle ; ils sont donc aujourd'hui supposés rapidement épuisables ; ensuite leur extraction est à la fois onéreuse et très polluante. Enfin, la plupart de ces métaux sont mal répartis dans le monde, au grand avantage actuel de la Chine qui profite largement de cette forme de monopole pour attirer sur son territoire de nombreuses activités à fortes valeurs ajoutées dépendantes

¹⁴ Rifkin, J. (2019), *Le New Deal vert mondial*, Les liens qui libèrent, Paris

des métaux rares. Les conflits économiques, politiques, militaires peuvent surgir de cette rareté et des rapports de force entre les Etats.

Il est possible de dégager quatre utilisations de l'eau : l'accès au quotidien ; la politique de l'eau à l'intérieur des Etats souverains, dans la réalisation de choix négociés entre les consommations de groupes sociaux hétérogènes ; l'hydro-politique entre les Etats concernant des régions parcourues par des zones aqueuses à partager, et enfin la politique globale de l'eau dans le cadre d'une réflexion collective. Il est aussi nécessaire de mettre en évidence les conflits d'usage d'une eau qui se raréfie sous sa forme potable et qui se doit de faire face au changement climatique face à une croissance démographique importante et une pollution coûteuse. Les conflits d'intérêt des Etats partageant les mêmes sources d'eau ne vont pas manquer de se développer dans les années à venir, tout comme les choix nationaux d'attribution de l'or bleu entre les différents consommateurs.

Le changement climatique pose un problème au système économique qui a favorisé la mise en place des révolutions industrielles polluantes du charbon et du pétrole. Aujourd'hui, la révolution de l'économie numérique offre des espoirs non négligeables pour réduire les pollutions et favoriser la décarbonisation. Cependant, les luttes d'intérêt économiques des puissants lobbys des secteurs polluants semblent réduire le potentiel de transformation d'un système économique mû par la recherche du profit à court terme. Les grandes puissances veulent conserver leurs acquis économiques et elles engagent cette révolution au rythme qui leur convient, ce qui ne va pas sans conflit, au regard de l'urgence de l'action face aux transformations néfastes subis par les écosystèmes. En outre, les GAFAM, les puissants fournisseurs de services et instruments numériques, disposent, avec leurs concurrents chinois, d'une force économique et stratégique considérable susceptible de porter atteinte aux libertés, et aux droits de l'homme et des citoyens. Enfin, pour la production des instruments du numérique, les terres rares risquent de poser de nouveaux problèmes, ceux relatifs à la pollution qu'engage leur production et leur rareté relative au regard des stocks aujourd'hui connus.

Le réchauffement de la Terre constitue un danger pour la vie humaine, mais les Etats ne peuvent combattre ce fléau sans l'appui des autres Etats. La catastrophe écologique va modifier les conditions de vie humaine, et limiter les consommations fossiles et les comportements consuméristes. Malgré ces dangers, les hommes politiques et le lobbying restent fondamentalement concentrés sur leurs pouvoirs et leur profits immédiats. Des solutions techniques existent, mais le capitalisme promeut un intérêt individuel aujourd'hui dangereux. Aucune autorité internationale n'a l'autorité pour convaincre les Etats d'éviter la catastrophe à venir. Dans ce cadre, il faut raisonner comme si les hommes vivaient déjà cette crise du réchauffement climatique et se posaient la question « qu'aurait-il fallu faire alors pour éviter cette catastrophe ». Le « catastrophisme éclairé » peut inciter les Etats à mieux valoriser l'intérêt collectif et à empêcher les nuisances de certaines formes spéculatives d'intérêt personnel.

Les crises économiques et sociales se succèdent. A l'horizon, de ce siècle, la crise climatique s'annonce. Elle est à la fois certaine, toutes choses égales par ailleurs, et impossible tant les effets seraient destructeurs. Il faut donc raisonner différemment et se demander ce que nos enfants diront lorsque la crise sera effective (catastrophisme éclairé). Qu'aurait fallu-t-il faire ? Plusieurs réformes structurelles sont proposées, concernant la direction des entreprises, les choix de l'autonomie, la priorité aux biens collectifs, le choix des politiques vertes ou les structures politiques. Mais ce qui manque, c'est une volonté collective, aujourd'hui largement influencée par l'information fournies par des privilégiés producteurs, spéculateurs ou rentiers qui l'organise pour justifier en intérêt collectif une appropriation excessive de la valeur ajoutée produite mondialement.

Bibliographie

- Aglietta, M.(2019), *Capitalisme : le temps des ruptures*, Odile Jacob, Paris.
- Boyer, R., Drache, D. (1996) *States against market*, Routledge, N.Y.
- Brunat, E., Fontanel, J. (2015), L'économie de la Russie, les grands défis à relever, *Annuaire Français des Relations Internationales*.
- Brunat, E., Fontanel, J. (2021) La science économique comme idéologie. La science de gestion comme viatique de l'actionnaire, *Marché et Organisations*, 59-77.
- Case, A., Deaton, A. (2020), *Deaths of Despair and the future of capitalism*, Princeton University Press, Princeton
- Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), *Arms spending, development and security*, Ashing Publishing House, New Delhi
- Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, JF (1981), *Le désarmement pour le développement*. Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, 19.
- Dupuy, J-P. (2004) Pour un catastrophisme éclairé, Ed. Seuil, Paris.
- Eisner, R. (1994), *The misunderstood Economy. What counts and how to count it ?* Harvard Business School Press, Boston
- Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995) The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics* 6(3)
- Fontanel, J., Hébert JP. (1997) The end of the "French grandeur policy", *Defence and Peace Economics* 8(1)
- Fontanel, J., Hébert, JP, Samson, I. (2008), The birth of the political economy of the economy in the heart of politics: Mercantilism, *Defence and Peace Economics* 19(5).
- Fontanel, J. (2014) Le commerce international est-il un facteur de paix ? *Politique Etrangère*, 55-67.
- Fontanel, J. ((2016), Paradis fiscaux, pays « filous ». La fuite organisée des impôts vers les pays complices, L'Harmattan, Paris.

- Fontanel, J. (2017), La crise européenne vue par un économiste, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales., Volume XVIII.
- Fontanel, J., Guilhaudis J-F. (2017), Donald Trump, Président des Etats-Unis, et la sécurité internationale : le grand perturbateur, *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, PSEI, n°6.
- Fontanel, J. (2019) Différends, conflits et guerres économiques, *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*.
- Fontanel, J. (2020), L'économiste face au catastrophisme éclairé, *Cahiers de l'Espace Europe* n° 24.
- Forrester, V. (1996), *L'horreur économique*, Fayard, Paris.
- Galbraith, J. (2014), *La grande Crise*, Le Seuil, Paris
- Guilhaudis, JF., Fontanel, J. (2019) Les effets « pervers » de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales, *Annuaire Français des Relations Internationales* 20.
- Krugman, P. (2009), How Did the Economists Get it So Wrong? », *New York Times, Sunday Magazine*, September
- Parienty, A. (2018), *Le mythe de la « théorie du ruissellement »*, La Découverte, Paris.
- Piketty, T. (2019), *Capital et idéologie*, Le Seuil, Paris
- Rifkin, J. (2019), *Le New Deal vert mondial*, Les liens qui libèrent, Paris
- Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Le Seuil, Paris.
- Smith, R., Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of Nation. *War, peace and security*, 6, p.37à 52.
- Stiglitz, J, Sen, A., Fitoussi, J-P. (2009), *The measurement of economic performance and social progress revisited*, OFCE, Paris